

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

11 juin 2019

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Après les élections, la lutte continue

Il y a un résultat des élections qui est rarement commenté, c'est le nombre d'électeurs qui n'ont pas voté ou ont voté blanc. Ils sont 1,4 millions, soit 17% des inscrits auxquels il faut ajouter tous les travailleurs qui n'ont même pas le droit de vote, ce qui fait encore 900 000 de plus ! Au total ce sont 25% des adultes en âge de voter qui n'ont pas pris part à ces élections. C'est plus que le score des socialistes et des libéraux réunis au niveau national ! Tous les chiffres officiels des pourcentages de votes « exprimés » occultent complètement cette partie de l'électorat.

Tous les partis qui ont participé au pouvoir à un quelconque niveau que ce soit ont été sanctionnés par les électeurs. Les socialistes, les libéraux et les sociaux chrétiens perdent chacun des centaines de milliers de voix. Il y a quatre ans, les partis représentant ces grandes familles politiques, y compris la N-VA, totalisaient 77% des voix. Le 26 mai, ils ne représentaient plus que 61% des voix ! Ce résultat reflète le dégoût de la politique menée par les gouvernements nationaux et régionaux. Et même si le PS était dans l'opposition, cela n'a effacé ni les années de complicité dans la répression contre les chômeurs, ni les affaires dans lesquelles il a trempé jusqu'au cou.

Le désaveu des politiques anti-ouvrières menées ces dernières années s'est incontestablement exprimé par un vote massif pour les listes PTB qui ont obtenu au parlement plus de 8% des voix sur l'ensemble du pays. Même parmi la petite bourgeoisie, le gouvernement a fait des mécontents et une partie d'entre-elle a préféré voter écolo.

Un autre fait marquant a été la progression du parti flamand d'extrême droite Vlaams Belang, qui a récolté 800 000 voix. L'extrême droite forme avec la N-VA une majorité nationaliste de droite en Flandre tandis qu'au sud du pays, PS, PTB et Ecolo feraient une majorité dite « de gauche ». C'est ce qui a fait dire aux commentateurs politiques que la Belgique était coupée en deux et Bart de Wever en a tiré un argument supplémentaire pour justifier le séparatisme.

Or il y a au nord comme au sud du pays, à la fois des bourgeois qui votent en toute conscience pour la droite, pour l'Open VLD et le MR, la N-VA ou le VB, mais aussi des travailleurs qui s'inquiètent pour leur emploi,

leur pension et l'avenir de leurs enfants et pour qui il est beaucoup moins évident de savoir pour qui voter.

Les travailleurs ne sont pas plus à droite en Flandre qu'à gauche en Wallonie. Mais l'expression du rejet de la politique du gouvernement par les couches populaires ne peut s'exprimer qu'à travers des partis existants. Du coup, il a pris en Flandre une coloration nationaliste, anti-immigrés et socialement rétrograde. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de régionalisme ou de racisme au sud du pays mais il n'y a pas aujourd'hui de parti important qui exprime ces idées de manière aussi ouverte. Dès lors, le mécontentement des travailleurs francophones s'est plutôt exprimé en votant sur des programmes qui expriment les préoccupations économiques ou sociales qui départagent le PS et le MR, et le rejet s'est exprimé par le vote PTB.

Prétendre que les travailleurs de telle ou telle région seraient plus à droite ou à gauche est une manière hypocrite d'entériner les discours régionalistes qui cherchent à les diviser. Au contraire, le problème du monde du travail aujourd'hui c'est surtout l'absence d'un parti communiste qui représente réellement les intérêts des travailleurs dans leurs luttes, quelles que soient leur langue ou leur origine.

Maintenant que la fièvre électorale est retombée, les partis sont passés aux habituelles négociations en vue de former des coalitions. Finis les grands discours, chacun met de l'eau dans son vin. Le PS a rangé la pension à 1500 euros au placard et envisage sereinement de former, pourquoi pas, un gouvernement avec le MR qui était pourtant hier encore l'ennemi à abattre.

Le MR, de son côté, ne verrait pas d'un mauvais œil une nouvelle alliance avec la N-VA et c'est pour cela qu'il renvoie dos-à-dos le Vlaams Belang et le PTB : en diabolisant tout le monde aujourd'hui, il rend plus « acceptables » les coalitions de demain.

L'annonce alarmiste d'un futur déficit de dix milliards par les informateurs chargés de déblayer le terrain pour la future coalition va servir à justifier de retirer des programmes des partis toutes leurs mesures tant soit peu sociales.

Les politiciens sont repartis pour leur train-train au service de la bourgeoisie. De leur côté les travailleurs doivent se préparer aux prochaines attaques et à défendre becs et ongles leurs emplois et leurs salaires.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Deux poids, deux mesures

Avant les élections, des travailleurs ont décidé de soutenir le PTB en distribuant des tracts en uniforme et en accueillant des candidats dans les dépôts. La direction s'est empressée d'invoquer le code de déontologie de la Stib pour justifier que les services publics doivent en toute occasion rester neutres. Quelle hypocrisie ! La majorité des membres du Conseil d'administration sont des élus politiques : Mostefa (PS), De Valkeneer (DéFI), Henderick (cdH), Ryckalts (Open VLD), etc. En fait, ce que la direction veut dire, c'est que les travailleurs n'ont pas le droit de faire de la politique sur leur lieu de travail, mais bien les membres de la direction !

Précarité à durée indéterminée

Selon la Banque nationale, le nombre de contrats à durée déterminée a augmenté de 2% sur trois ans. De plus, la Belgique est le pays européen où on signe le plus de CDD de très courte durée. Ainsi, près du quart des CDD ne dépassent pas une période de quatre semaines. C'est cinq fois plus élevé que la moyenne européenne !

Ces deux augmentations révèlent un double recul. En utilisant de tels contrats, les patrons peuvent plus facilement faire pression sur les travailleurs, en faisant du chantage à l'emploi. Ils ont de plus les mains libres pour se débarrasser d'un employé et en prendre un autre sans être soumis aux contraintes qu'imposent les contrats à durée indéterminée.

Santé à deux vitesses

Il y a longtemps qu'on sait que tout le monde n'est pas égal face aux problèmes de santé. En 2018, un professeur de l'UCL montrait que l'écart d'espérance de vie entre groupes sociaux favorisés et groupes sociaux défavorisés pouvait atteindre jusqu'à 9 ans. Menant des études croisant les indicateurs de santé et l'origine sociale, l'agence InterMutualiste le démontre encore une fois : plus on descend dans l'échelle sociale, plus la santé, physique et mentale, se dégrade. Ainsi, les travailleurs belges les plus pauvres présentaient en 2016, un risque de mortalité de 56% supérieur à celui des plus riches.

La raison de cette inégalité est à rechercher dans l'accès aux soins de santé et dans les conditions de vie des classes populaires. En effet, depuis des dizaines d'années, l'État diminue le budget alloué à la santé publique, rendant toujours moins accessibles les soins aux plus pauvres. De plus, les conditions de vie des classes populaires se dégradent : l'accès toujours plus

difficile à l'emploi, au logement, à l'éducation, les conditions de travail sans cesse plus dures et l'augmentation générale de la misère ont nécessairement pour conséquence d'altérer la santé des travailleurs.

USA-Chine : guerre commerciale contre les travailleurs

La guerre commerciale entre la Chine et les USA a été relancée par l'annonce de Trump de relever les tarifs douaniers sur les produits chinois, ce qui a été suivi d'une réplique immédiate de la part du gouvernement chinois. Sous prétexte de protéger les entreprises et l'emploi américains, cette politique a surtout pour effet d'augmenter les prix et ce sont donc les couches populaires qui en subissent immédiatement les conséquences. Le protectionnisme à la Trump ou à la sauce Brexit a toujours d'abord servi les intérêts du patronat.

Skeyes : les travailleurs ne se laissent pas faire

Suite aux grèves des contrôleurs aériens qui n'en peuvent plus du sous-effectif et des horaires à rallonge, des compagnies aériennes comme Brussels Airlines, TUI ou Ryanair ont intenté un procès à Skeyes, l'entreprise publique chargée du contrôle aérien en Belgique. Au lieu de chercher une solution, la région a poussé les aéroports qu'elle contrôle à se joindre à l'action en justice. Ce sont des millions d'euros qui sont en jeu et cela ne peut qu'aggraver le problème. Mais pour le MR ou le CdH qui sont à la manœuvre tant en Wallonie qu'au fédéral, le seul vrai problème c'est de mater les travailleurs.

La menace des amendes peut paraître comme un moyen de mettre la pression sur la direction de Skeyes pour qu'elle règle le problème mais ce sont quand même les deniers publics qui vont servir à payer l'arbitrage. C'est donc surtout un moyen de mettre la pression sur les travailleurs pour qu'ils cessent leur mouvement. A ceci s'ajoute la menace du ministre MR de la mobilité, François Bellot, qui a menacé de faire appel à de la sous-traitance privée dans le futur. C'est exactement la même chose qu'a fait le CdH Carlo Di Antonio pour les TEC wallons.

Comme tous les partis bourgeois, il y a une chose qu'ils ne supportent pas : c'est que les travailleurs se défendent. Mais en tout cas, les salariés de Skeyes ne se laissent pas impressionner !